MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE DE DUBLIN

N° 8 – Octobre 2021

En bref

Dans le cadre du plan de réouverture du gouvernement, la majorité des restrictions sanitaires ont été levées le 22 octobre dernier. Alors que le rebond de l'économie s'installe dans la durée et soulage les finances publiques, le projet de loi de finances pour 2022, annoncé plus tôt ce mois-ci par le ministre des Finances irlandais, répond à la nécessité de retirer avec prudence les mesures d'urgence mises en place pendant la crise sanitaire. Comme la plupart des économies, l'Irlande observe néanmoins des pressions inflationnistes et celles-ci sont particulièrement évidentes sur le marché immobilier.

LE CHIFFRE À RETENIR

15,6%

D'après les chiffres qui étayent le projet de loi de finances 2022, le PIB irlandais devrait croître de 15,6% en 2021 ; soit pour l'année en cours une révision à la hausse de 11,1 points par rapport aux estimations du gouvernement publiées en avril dernier.

Zoom sur

Dans ses prévisions trimestrielles, la Banque Centrale d'Irlande indique que le rebond de l'activité économique observé ces derniers mois devrait se poursuivre sous forme de croissance soutenue sur une longue période : 15,3% en 2021, 7,2% en 2022 et 5,3% en 2023. La consommation des ménages (6,2% en 2021), l'investissement (5,1%) et l'emploi (2,1%) progressant à un rythme plus rapide que prévu, l'économie domestique pourrait retrouver son niveau d'avant-crise dès la fin de l'année en cours. Par ailleurs, la combinaison d'une forte hausse de la demande, de goulots d'étranglement et de contraintes de capacité de main d'œuvre sur le marché du travail maintient la pression à la hausse sur les prix. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé s'élèverait ainsi à 2,1% en 2021 puis 2,9% en 2022.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

L'économie irlandaise devrait connaître une croissance à deux chiffres en 2021, avec des prévisions qui varient pour l'heure de 12,6% à 15,6% pour les plus récentes (Tableau 1). La Commission européenne et l'OCDE n'ont pas encore publié leurs projections d'automne, mais l'écart séparant leurs estimations de celles publiées par le ministère des Finances, la Banque Centrale d'Irlande (BCI), le think-tank irlandais *Economic & Social Research Institute* (ESRI) ou encore le FMI donne la mesure de la performance de l'économie irlandaise réalisée au cours des trimestres précédents.

Tableau 1 : Prévisions de croissance*

Variation annuelle du PIB réel en %	2021	2022
FMI	13	3,5
Think-tank ESRI	12,6	7,1
Banque centrale	15,3	7,2
Ministère des finances	15,6	5,0
Commission européenne	7,2	5,1
OCDE	4,2	5,1

* Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

Source : SE de Dublin

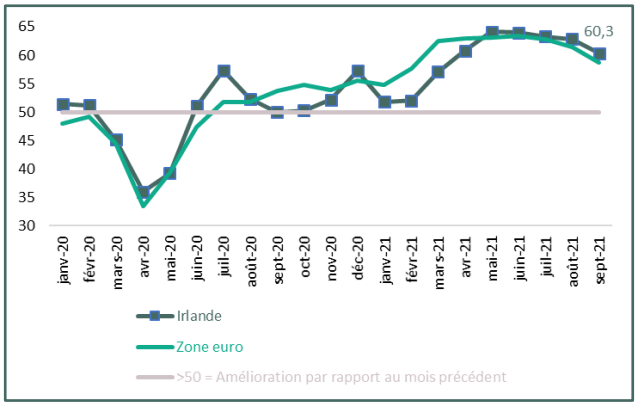
2 Activité économique

Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois de septembre continuent d'indiquer un fort rebond de l'activité économique post-crise. Le niveau de confiance sur les perspectives des douze mois à venir reste élevé, particulièrement dans les services où il est supérieur à la moyenne de long-terme.

Industrie

L'indice PMI du secteur manufacturier irlandais baisse de nouveau en septembre (-2,5 points à 60,3) mais reste bien au-dessus du seuil usuel d'expansion à 50 (Figure 1). Cette performance indique que l'effet rebond semble se maintenir. Toutefois, les pénuries de matières premières, les difficultés d'approvisionnement, ainsi que les contraintes de capacité de main d'œuvre continuent de peser fortement sur les prix des intrants comme les prix facturés qui augmentent à des taux record.

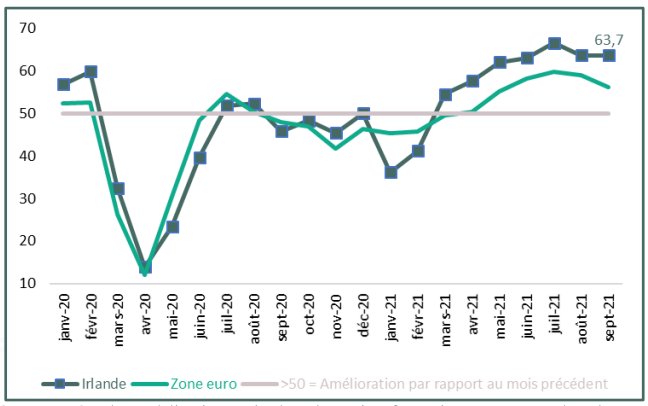
Figure 1 : Indice PMI dans l'industrie



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

Figure 2 : Indice PMI dans les services



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

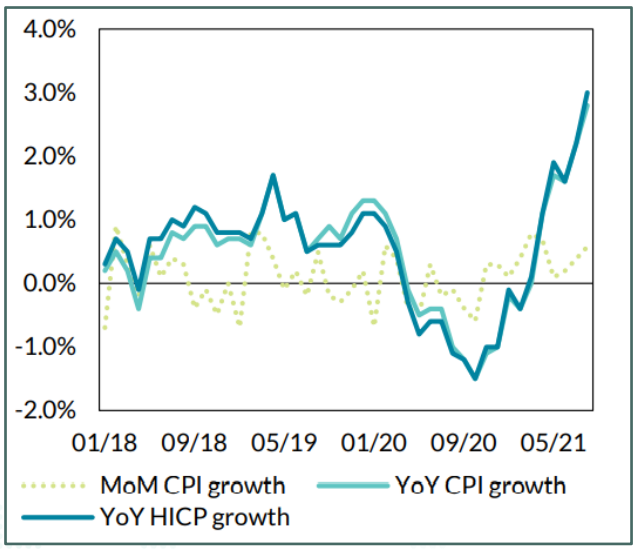
L'indice PMI dans les services reste inchangé et souligne la forte hausse des activités en septembre (-/+ 0 point à 63,7) (Figure 2). Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle enregistrée par le secteur depuis 2006. Cette tendance de l'indice irlandais diverge par rapport à ce qui peut être observé dans les autres économies avancées (-2,7 points à 56,3 en zone euro, par exemple). Cela reflète notamment la levée plus tardive des restrictions sanitaires en Irlande. Néanmoins, les pressions sur les coûts atteignent leur niveau le plus élevé depuis 2000.

3 Inflation

Inflation totale

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'élevait à 3,7% en glissement annuel (g.a.) ou 0,5% en glissement mensuel (g.m.) au mois de septembre 2021 (Figure 3). Elle atteint son plus haut niveau en treize ans. La variation de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) suit les mêmes tendances (3,8% en g.a. et 0,4% en g.m.).

Figure 3 : Inflation (IPC et IPCH), en %

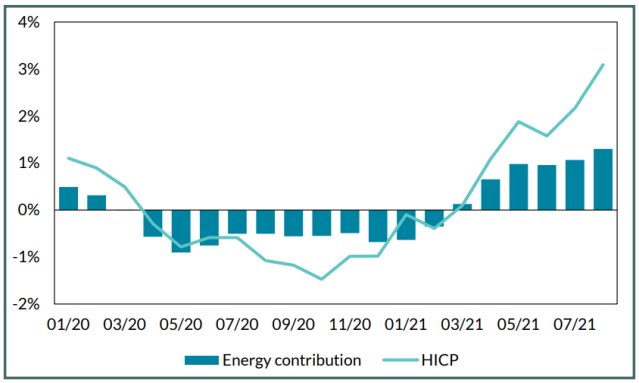


Source : Banque Centrale d'Irlande

Prix de l'énergie et des transports

Sur une base annuelle, l'IPC a essentiellement été tiré par la hausse des prix dans les transports (11,4%), ainsi que le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (9%) (Figure 4). Dans le secteur de l'énergie, les prix de l'électricité (en progression de 20,5% en septembre 2021 par rapport à septembre 2020) sont le principal moteur de l'inflation, suivis par les prix du gaz (14,2%). Dans les transports, les prix du pétrole et du diésel augmentent respectivement de 14,5% et 15,5% (g.a.).

Figure 4 : Contribution de l'énergie à l'IPCH, en %



Source : Banque Centrale d'Irlande

Prévisions d'inflation

D'après la BCI, l'inflation (ICPH) s'élèverait à 2,1% en 2021, puis 2,9% en 2022, avant de revenir légèrement sous 2% en 2023 en moyenne annuelle (Tableau 2). L'inflation sous-jacente (excluant les prix de l'énergie et de l'alimentation) s'établirait à 1,3% cette année.

Tableau 2 : Prévisions d'inflation

Croissance en %, moyenne annuelle	2021	2022	2023
HICP	2,1	2,9	1,9
HICP hors énergie	1,2	2,3	2,0
HICP hors énergie et alimentation	1,3	2,2	2,1
Energie	11,7	8,6	0,1
Alimentation	0,5	2,8	1,7

Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par la Banque Centrale d'Irlande

Prix immobiliers

Sur le marché de l'immobilier, les prix à l'achat dans le secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire continuent de croître à un rythme très soutenu : 10,9% en août 2021 par rapport à août 2020 et 2,2% d'un mois à l'autre. Les loyers progressent, quant à eux, de 4,5% (g.a.) ou 1,5% (g.m.).

4 Consommation

Confiance des consommateurs

Le niveau de confiance exprimé par les consommateurs irlandais et mesuré par le *Consumer Sentiment Index,* indice créé et mis à jour par la banque KBC et l'ESRI, est stable en octobre par rapport au mois précédent (+0,4 point à 86,8) et s'établit au niveau moyen de l'indice observé depuis la création de la série il y a 25 ans. En revanche, les irlandais manifestent des inquiétudes quant à l'augmentation du coût de la vie.

Ventes de détail

Les volumes des ventes de détail, tous secteurs confondus, ont progressé de 3,5% en août 2021 par rapport au mois précédent, 6% par rapport à août 2020 ou encore 14,8% par rapport à août 2019. Ils dépassent les niveaux pré-pandémie depuis le mois de mai.

Par rapport à août 2020, les commerces qui enregistrent la plus forte croissance de leurs ventes sont les grands magasins (23,8%), les bars (21%), les commerces d'habillement-chaussures (17,3%) ou encore de voitures (11,8%). Par rapport à août 2019, les ventes de voitures ont fortement progressé (26,9%), de même que l'électronique (23,6%), les produits de quincaillerie (18,2%), les produits de pharmacie, articles médicaux et cosmétiques (17,5%), ainsi que le mobilier et l'éclairage (17,1%).

La part de ventes de détail réalisées en ligne est stable d'un mois à l'autre, à 4,9% en août 2021 contre 4,8% en juillet 2021 et 4,5% en août 2020.

Finances publiques : Budget 2022

Le 12 octobre, le gouvernement irlandais a dévoilé son projet de loi de finances 2022.

1 Dépenses publiques

En 2022, les dépenses totales s'élèveront à 87,6 Md€, en baisse de 1,6 Md€ ou 1,8% par rapport à la loi de finances 2021 (Figure 5). Mais cette baisse reflète principalement le retrait progressif des mesures d'urgence liées à la Covid-19 : les dépenses de fonctionnement (+3,1 Md€, soit +4,6%) et d'investissement (+1,1 Md€, soit +11,4%) progressant, pour leur part, d'une année sur l'autre (Tableau 3). En l'absence des dépenses temporaires liées à la crise sanitaire et au Brexit, la progression des dépenses s'établit ainsi à 4,2 Md€ par rapport à l'année précédente, soit 5,5%.

Tableau 3 : Répartition des dépenses et comparaison avec le budget précédent

	PLF-22 (Md€)	PLF-21 (Md€)	YoY (%)
Dépenses courantes	69,2	66,1	4,6%
Dépenses d'investissement	10,9	9,8	11,4%
Sous-total	80,1	75,9	5,5%
Dépenses temporaires :	7,5	n.a.	n.a.
Covid-19	2,8	10,7	-74%
Réserve d'urgence	4	2,6	54%
Réserve d'ajustement Brexit	0,5	n.a.	n.a.
Total	87,6	89,2	-1,8%

Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le Ministère des Finances irlandais

Dépenses liées à la Covid-19

Le projet de loi de finances 2022 répond d'abord à la nécessité de retirer avec prudence les mesures de soutien aux revenus des ménages et des entreprises mises en place pendant la crise sanitaire. Le gouvernement entend accompagner la reprise de l'économie et prévoit, à ce titre, une enveloppe Covid-19 de 6,8 Md€ en 2022, dont 200 M€ seront financés par l'Union européenne (UE) au titre du Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) irlandais.

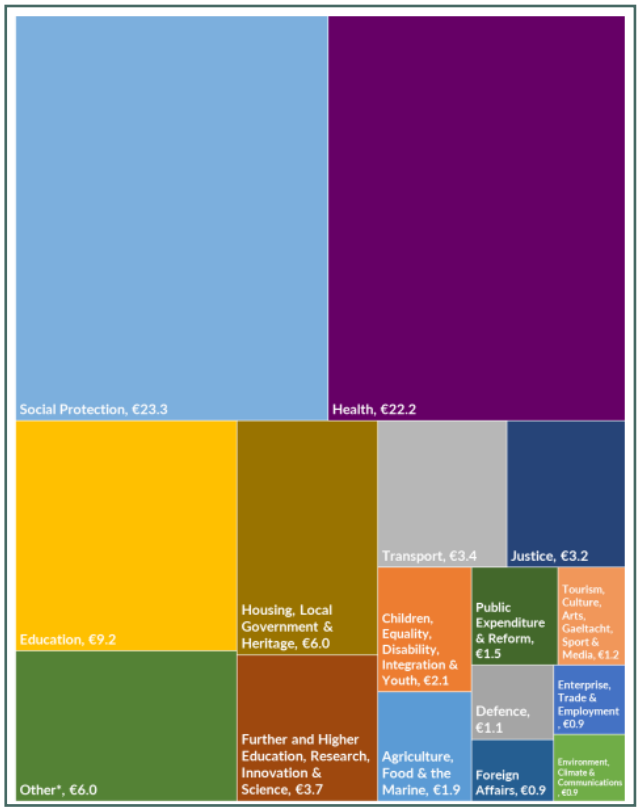
Seuls 2,8 Md€ seront disponibles dans l'immédiat pour permettre notamment aux stabilisateurs automatiques de fonctionner pleinement via le versement des indemnités chômage ou encore couvrir les capacités de vaccination, test et traçage. Le dispositif de chômage partiel (« *Employment Wage Subsidy Scheme* » ou EWSS) est également prolongé jusqu'au 30 avril 2022 (contre le 31 décembre 2021 initialement), mais réduit de façon progressive et fermé aux nouveaux entrants à compter du 1er janvier 2022. En outre, des subventions continueront d'être attribuées aux secteurs les plus exposés (tourisme, hôtellerie, arts, etc.).

Les 4 Md€ restants seront mis en réserve dans un fonds d'urgence dans l'hypothèse où la situation sanitaire viendrait à se dégrader.

Dépenses de fonctionnement

L'amélioration des services publics figure parmi les priorités du gouvernement. À cet égard, l'accent est mis sur la protection sociale (22,2 Md€) – qui demeure le principal poste de dépenses de l'État – avec l'augmentation de €5/semaine de la plupart des prestations sociales. En matière de santé (20,5 Md€), les fonds additionnels seront alloués à la mise en œuvre de la réforme du système public de santé, dite « *Sláintecare* ». Les dépenses d'éducation (8,4 Md€) et dans l'enseignement supérieur et la formation (3 Md€) visent à répondre à la croissance démographique du pays.

Figure 5 : Budget 2022 – Répartition des dépenses totales par ministère public



Source : Ministère des Finances irlandais

Dépenses d'investissement

Jusqu'en 2025, les dépenses d'investissement devraient augmenter en moyenne de 8,5%/an conformément à ce que prévoit la stratégie d'aménagement du territoire et sa déclinaison en matière d'investissements publics (« *National Development Plan 2021-2030* »). Face à la hausse rapide des prix de l'immobilier post-crise, le logement (3,4 Md€) est la première priorité du gouvernement pour cette nature de dépenses.

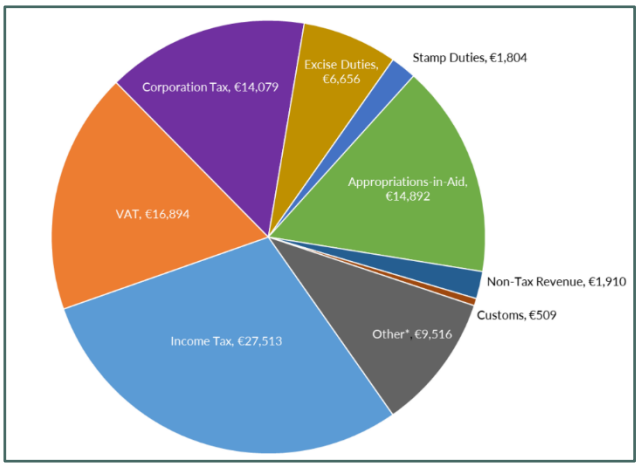
2 Recettes publiques

Le ministre des finances irlandais a annoncé un ensemble de mesures fiscales (Figure 6).

S'agissant de l'impôt sur les sociétés (IS), il a été rappelé que l'Irlande rejoignait l'accord du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS (« *Base Erosion and Profit Shifting* ») et donc l'application du taux minimal de 15%. Toutefois, le taux de 12,5% sera maintenu pour les entreprises dont le chiffre d'affaires mondial est inférieur à 750 M€. Conformément à l'engagement du gouvernement dans sa feuille de route relative à l'IS, la loi de finances procédera à la transposition de dispositifs relatifs à la directive sur la lutte contre l'évasion fiscale, à savoir celui de la limitation de la déductibilité des intérêts et de l'introduction de nouvelles règles anti-hybrides.

En matière d'impôt sur le revenu (IR), 30% des frais de chauffage, d'électricité et d'internet pourront être déduits de l'IR pour promouvoir le télétravail.

Figure 6 : Budget 2022 – Prévisions de recettes totales



Source : Ministère des Finances irlandais

Parmi les mesures fiscales existantes visant à répondre à la crise du logement en Irlande, le gouvernement a annoncé une prolongation de l'incitation fiscale à la primo-accession – « *Help to Buy scheme* » – jusqu'à la fin de l'année 2022. De plus, le ministre des Finances irlandais, Paschal Donohoe, a annoncé l'introduction d'un nouvel impôt foncier, la « *Zoned Land Tax* », d'ici 2 ou 3 ans et qui, en remplacement de la « *Vacant Site Levy* », visera à encourager la construction de logements résidentiels.

Enfin, la taxe carbone augmente à nouveau de 7,50€ (pour s'établir à 41€ par tonne/$C0_2$), suivant la trajectoire définie en loi de finances 2021 pour atteindre 100€/t CO_2 en 2030.

Après avoir été annoncée l'an dernier, Paschal Donohoe a indiqué que la « *Commission on Welfare and Taxation* » devrait rendre son rapport sur les perspectives à long terme du système fiscal irlandais, notamment la façon dont la fiscalité peut contribuer à la soutenabilité des finances publiques et favoriser la prospérité de la société dans son ensemble, d'ici l'été 2022. Une consultation publique a été lancée à ce sujet, ouverte jusqu'au 7 janvier prochain.

LE CHIFFRE DU MOIS

12,1

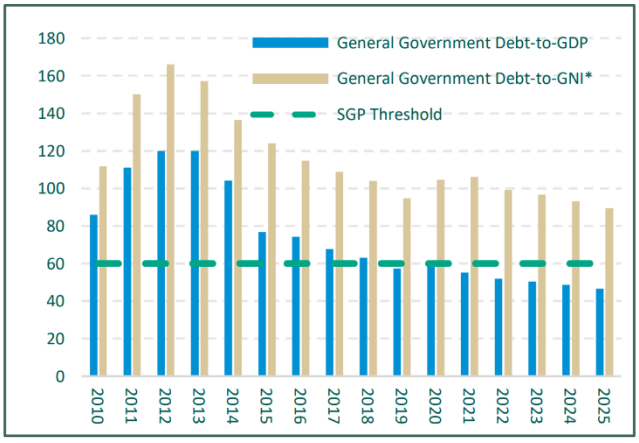
D'après les indicateurs environnementaux publiés annuellement par le *Central Statistics Office* (CSO), l'Irlande était le deuxième plus gros émetteur de gaz à effet de serre par habitant au sein de l'Union européenne en 2019. Un irlandais émettait en moyenne 12,1 tonnes d'équivalent CO_2 par an, contre 9,7 pour un allemand, 6,5 pour un français, 5 pour un suédois ou 7,9 pour un européen. Le Luxembourg se situait devant l'Irlande, avec 17,3 tonnes d'équivalent CO_2/an par habitant.

L'analyse par secteur révèle également que l'agriculture est le secteur qui a émis le plus d'émissions en Irlande (35,4% des émissions totales en 2019), devant les transports (20,4%) et l'énergie (15,8%).

3 Prévisions de déficit et de dette publique

D'après le ministère des Finances irlandais, le retrait progressif de l'ensemble des mesures d'urgence d'ici la fin de l'année 2022 et la réouverture de l'économie dans son ensemble devraient suffire à réduire le déficit et à stabiliser la dette publique à horizon 2025 (Figure 7). Ses prévisions de déficit pour 2021 sont, en effet, passées de -8,1% à -5,9% du GNI* (mesure alternative au PIB corrigée des distorsions induites par la présence des multinationales en Irlande) en l'espace de trois mois, reflet notamment des recettes fiscales plus importantes que prévu et d'un effet de dénominateur lié aux estimations de croissance révisées à la hausse pour l'année en cours (voir *supra*).

Figure 7 : Ratio de dette publique sur PIB et GNI*



Source : Ministère des Finances irlandais

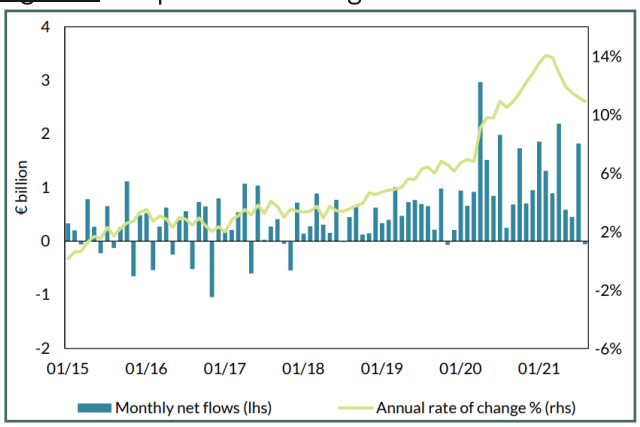
Secteur financier

1 Ménages

Dépôts

Depuis mars 2020, l'encours des dépôts des ménages irlandais a augmenté de 21,6 Md€ sous l'effet de la crise sanitaire (sur un total de 134 Md€). En rythme annuel, la croissance des dépôts s'atténue toutefois du fait de l'accumulation rapide de l'épargne qui avait été observée en période de confinement l'année dernière : 11% au mois d'août 2021 (g.a.) contre 14% (g.a.) au mois de février dernier (Figure 8). Pour rappel, il s'agissait, pour ce dernier, d'un taux record depuis juin 2007.

Figure 8 : Dépôts des ménages irlandais

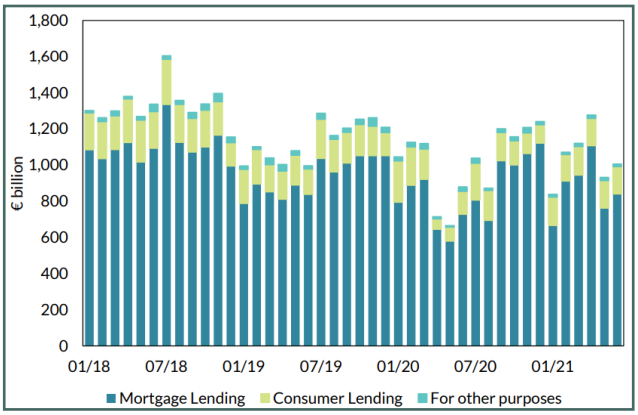


Source : Banque Centrale d'Irlande

Crédits

Après s'être contracté de -8% (g.a.) au premier trimestre 2021 par rapport au trimestre correspondant en 2020, la valeur des prêts aux ménages a progressé de 42% (g.a.) au deuxième trimestre 2021 d'après la BCI. Les prêts hypothécaires en ont été le principal moteur ; les ménages n'ayant retrouvé de l'appétit pour les crédits à la consommation que récemment avec l'achat de voitures ou le financement des vacances, par exemple (Figure 9).

Figure 9 : Nouveaux prêts aux ménages par finalité

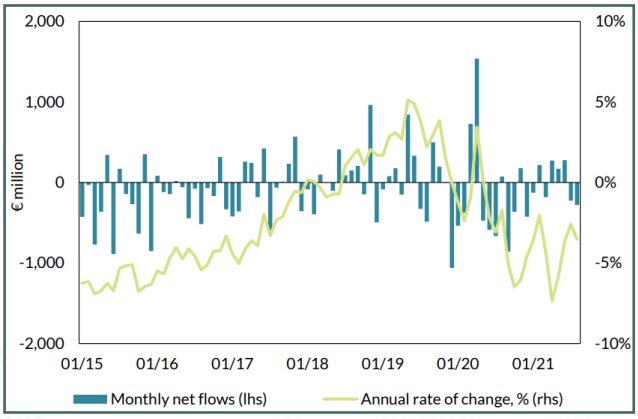


Source : Banque Centrale d'Irlande

2 Prêts aux entreprises

Le crédit bancaire aux sociétés non-financières montre des signes de reprise timide (Figure 10). Les nouveaux prêts aux petites et moyennes entreprises (PMEs) s'élevaient ainsi à 1 Md€ au deuxième trimestre 2021 et, bien qu'en hausse de 49% par rapport au trimestre correspondant en 2020, ils demeurent quelque peu modérés par rapport à la période d'avant-crise. Aussi, la reprise du crédit demeure inégale selon les secteurs d'activité.

Figure 10 : Flux nets de crédits aux sociétés non-financières



Source : Banque Centrale d'Irlande

Entreprises

1 Budget 2022

Le ministre des Finances, Paschal Donohoe, a annoncé diverses mesures fiscales en faveur des petites entreprises et des entrepreneurs, dont la prolongation pour cinq années supplémentaires de l'allégement fiscal sur l'IS des startups. Ces dernières pourront bénéficier de ce dispositif au titre de leurs cinq premiers exercices (et non plus trois comme c'était le cas jusqu'à présent).

Le dispositif offrant une réduction de l'IR pour les particuliers qui investissent dans le capital des PME non cotées – l'« *Employment Investment Incentive* » (EII) – est quant à lui reconduit et renforcé pour trois années supplémentaires.

Enfin, un nouveau crédit d'impôt est introduit pour le secteur des jeux vidéo et l'éventail des avantages fiscaux accordés aux agriculteurs – notamment aux exploitations familiales ou aux jeunes agriculteurs – sera maintenu jusqu'en 2024.

L'accueil du projet de loi de finances 2022 par les entreprises est mitigé. Si la plupart d'entre elles ont salué la prolongation du dispositif de chômage partiel et des exonérations d'impôts locaux dont bénéficient encore certains secteurs, d'autres regrettent qu'aucune mesure ne soit prévue pour remédier aux pénuries de main d'œuvre. Les secteurs du tourisme, de l'hébergement et de la restauration auraient, quant à eux, vivement souhaité que le taux réduit de TVA à 9% soit prolongé au-delà du 31 août 2022. Sur une note plus positive, les mesures fiscales encourageant la pérennisation du télétravail ont bien été accueillies.

2 Investissements directs étrangers et création d'emplois

Plusieurs projets d'investissement ont été signalés au cours du mois dernier. Facebook a annoncé la création de 10 000 nouveaux emplois sur les cinq prochaines années dans l'UE. Abritant son siège social, l'Irlande est bien placée pour en recevoir un nombre substantiel.

Dans le secteur des énergies renouvelables, l'entreprise irlandaise Green Rebel, basée à Cork, va doubler ses effectifs au cours des 12 prochains mois et créer ainsi 50 emplois. Le Premier ministre, Micheál Martin, s'est félicité du développement de la société qui « *aidera l'Irlande à devenir un leader mondial de la production d'éoliennes offshore* ».

Dans les activités d'audit et de conseil, enfin, Grant Thornton a annoncé la création de 1 000 postes répartis sur l'île sur 3 ans et KPMG s'apprête à ouvrir 350 emplois dans le nouveau centre d'innovation de l'IFSC à Dublin.

Tableau des indicateurs mensuels

	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21
Production									
PIB trimestriel à prix constants (Md€)									
(Référence = 2018)			97,4			109,4			
Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)			*12,8%*			*29,0%*			
Indice de production industrielle									
(Base 100 = 2015)	121,1	125,9	122,4	122,8	117,3	112,4	121,2	*116*	
Secteur traditionnel	*116,7*	*114,9*	*110,4*	*122,2*	*122,1*	*121,7*	*122,3*	*115,9*	
Secteur moderne	*123,8*	*131,5*	*126,7*	*121,4*	*113,5*	*107,9*	*118,5*	*117*	
Purchasing Managers Index (PMI)									
Industrie	51,8	52	57,1	60,8	64,1	64	63,3	62,8	60,3
Services	*36,2*	*41,2*	*54,6*	*57,7*	*62,1*	*63,1*	*66,6*	*63,7*	63,7
Construction	*21,2*	*27*	*30,9*	*49,3*	*66,4*	*65*	*62,8*	*57,5*	56,3
Compte courant									
Importations de marchandises (Md€)	7,4	7,4	8	8,2	8,6	9,2	8	8,2	
Exportations de marchandises (Md€)	12,9	12,8	13,5	12,8	13,6	13,8	13,1	13,9	
Solde commercial (Md€)	5,5	5,4	5,3	4,6	5	4,6	5,1	5,7	
Balance courante trimestrielle (Md€)			18,4			15,0			
Balance courante en % du PIB			*18,4%*			*14,9%*			
Evolution des prix									
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	0,1%	0,4%	0,8%	0,7%	0,1%	0,2%	0,4%	0,6%	0,5%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)									
National	0,4%	0,4%	0,5%	0,9%	0,9%	1,5%	1,7%	2,2%	
Irlande sauf Dublin	*0,5%*	*0,2%*	*0,2%*	*0,8%*	*0,8%*	*1,6%*	*2,0%*	*2,4%*	
Dublin	*0,2%*	*0,6%*	*0,9%*	*1,0%*	*0,9%*	*1,3%*	*1,4%*	*2,0%*	
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,3%	0,2%	0,8%	1,2%	-0,2%	0,1%	0,3%	1,5%	
Marché du travail									
Nombre de chômeurs (Milliers)	167,1	179,1	186,2	183,9	176,1	171,0	170,7	172,3	173,8
Taux de chômage	*7,0%*	*7,5%*	*7,6%*	*7,4%*	*7,0%*	*6,8%*	*6,5%*	*6,5%*	*6,4%*
Taux de chômage des jeunes	*16,8%*	*17,7%*	*18,4%*	*18,9%*	*18,5%*	*18,6%*	*17,3%*	*17,0%*	*17,4%*
Salaire horaire moyen (€)			26,9			26,1			
Variation du salaire horaire moyen en g.a.			*8,6%*			*3,0%*			
Consommation et investissement									
Consommation finale privée (variation en g.t.)			-5,1%			12,6%			
Investissement (g.t.)			-19,5%			5,8%			
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	-14,7%	0,9%	12,8%	83,3%	46,2%	9,8%	4,5%	6,0%	0,7%
Hors automobiles	*-10,0%*	*-2,8%*	*-0,1%*	*28,4%*	*21,2%*	*9,5%*	*1,6%*	*3,5%*	1,3%
Automobiles	*1,7%*	*1,6%*	*27,5%*	*576,4%*	*139,2%*	*17,9%*	*6,2%*	*11,8%*	-4,2%
Secteur financier									
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,51%	1,14%	0,73%	1,67%	0,44%	0,37%	1,38%	-0,04%	
Encours de dépôt total (g.m.)	-0,46%	0,22%	2,29%	1,58%	-0,44%	1,31%	1,44%	-0,45%	
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	-0,48%	-2,05%	2,54%	-0,45%	-0,09%	-0,07%	-5,51%	0,10%	
Encours de crédit hypothécaire (g.m.)	-0,28%	-2,27%	3,03%	-0,32%	-0,12%	-0,12%	-6,58%	0,04%	
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-0,60%	0,37%	-0,15%	-0,06%	0,36%	0,07%	-0,59%	-0,76%	
Indice boursier ISEQ (dernier)	7047,3	7341,4	8083,9	8092,9	8231,7	8174,4	8324,6	8786,9	8402,1
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,193	0,106	0,075	0,186	0,212	0,177	-0,043	0,032	0,199

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Md€)	262,8	270,1	296,9	326,0	356,5	372,9
Croissance du PIB	*25,2%*	*2,0%*	*9,1%*	*8,5%*	*5,6%*	*5,9%*
PIB par habitant à prix courants	56 060	56 979	61 956	67 128	72 443	74 912
GNI* à prix courants (Md€)	162,6	174,8	185,1	197,8	215,6	208,2
*Croissance du GNI**	*13,7%*	*7,5%*	*6,3%*	*7,3%*	*3,4%*	*-3,5%*
Valeur ajoutée brute à prix courants (Md€)	244,1	250,8	274,0	306,3	335,3	349,3
Part des multinatonales en %	*41%*	*40%*	*41%*	*43%*	*45%*	*51%*
Compte courant						
Exportations de marchandises (Md€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	161,9
Importations de marchandises (Md€)	70,1	74,2	83,0	92,0	91,0	86,9
Solde commercial (Md€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,5	75,0
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	6,0%	-11,3%	4,6%
Evolution des prix						
Inflation	0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
Inflation hors énergie	0,6%	0,7%	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%
Variation annuelle des prix immobiliers	11,5%	7,5%	10,9%	10,2%	2,3%	0,3%
Irlande sauf Dublin	*13,2%*	*9,9%*	*12,2%*	*12,0%*	*4,8%*	*1,1%*
Dublin	*10,0%*	*5,1%*	*9,5%*	*8,6%*	*0,0%*	*-0,5%*
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
Variation annuelle	*0,9%*	*1,1%*	*1,1%*	*1,3%*	*1,3%*	*1,1%*
Solde migratoire	5 900	16 200	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 290 400	2 329 400	2 370 300	2 405 300	2 467 800	2 418 500
Taux de participation	61,8%	62,0%	62,1%	62,0%	62,5%	60,5%
Taux de chômage	9,5%	7,6%	6,4%	5,7%	4,7%	6,2%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	379 700	386 300	396 000	403 300	412 000	415 000
En % de l'emploi total	*18,3%*	*17,9%*	*17,9%*	*17,8%*	*17,6%*	*18,4%*
Nombre de personnes employées dans le secteur privé	1 246 200	1 348 200	1 399 300	1 464 900	1 519 200	1 463 100
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	205 740	217 829	233 603	248 450	257 394
En % de l'emploi secteur privé	*15,2%*	*15,3%*	*15,6%*	*15,9%*	*16,4%*	*17,6%*
Salaire annuel moyen	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
Salaire horaire minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1
Consommation et investissement						
Consommation finale privée	3,2%	5,1%	2,3%	3,9%	3,3%	-10,4%
Formation brute de capital fixe	50,2%	48,4%	-1,0%	-11,1%	101,6%	-22,1%

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	12,7%
Encours de crédit total	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	-6,6%
Ménages	*-5,1%*	*-4,1%*	*1,9%*	*1,4%*	*0,7%*	*-5,5%*
Prêts immobiliers	*-1,6%*	*-4,6%*	*1,6%*	*1,4%*	*0,5%*	*-3,5%*
SNF	*-22,1%*	*-9,6%*	*-2,4%*	*1,8%*	*-5,7%*	*-6,7%*
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6781,4	6557,7	6305,5	6326,5
Finances publiques						
Dépenses publiques (Md€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	104,2
Recettes publiques (Md€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	85,8
Déficit/excédent public (Md€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	-18,4
En % du PIB	*-2,0%*	*-0,7%*	*-0,3%*	*0,1%*	*0,5%*	*-5,0%*
*En % du GNI**	*-3,2%*	*-1,1%*	*-0,5%*	*0,2%*	*0,7%*	*-8,9%*
En % des recettes publiques	*-7,2%*	*-2,5%*	*-1,2%*	*0,5%*	*1,7%*	*-21,4%*
Dette publique (Md€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	218,2
En % du PIB	*76,7%*	*74,1%*	*67,0%*	*63,0%*	*57,4%*	*59,5%*
*En % du GNI**	*124,0%*	*114,8%*	*108,1%*	*103,6%*	*95,6%*	*105,6%*
En % des recettes publiques	*284,3%*	*268,5%*	*258,3%*	*251,4%*	*229,2%*	*254,3%*
Par habitant ('000€)	*43 000*	*42 350*	*42 000*	*42 400*	*41 450*	*44 531*
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
Charbon	*2,8%*	*2,4%*	*2,1%*	*2,1%*	*2,1%*	*n/a*
Tourbe	*1,8%*	*1,7%*	*1,6%*	*1,6%*	*1,5%*	*n/a*
Pétrole	*57,3%*	*57,8%*	*57,5%*	*57,3%*	*56,5%*	*n/a*
Gaz naturel	*15,2%*	*15,4%*	*15,5%*	*15,8%*	*15,9%*	*n/a*
Energies renouvelables	*3,5%*	*3,4%*	*3,9%*	*3,8%*	*3,9%*	*n/a*
Autres (non-renouvelables)	*0,4%*	*0,3%*	*0,4%*	*0,4%*	*0,5%*	*n/a*
Electricité	*19,1%*	*18,9%*	*19,0%*	*18,9%*	*19,7%*	*n/a*
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : **Service économique de Dublin**
Rédacteurs : **Alice Choquart, avec la participation d'Áine O'Mahony**

Pour s'abonner : **www.tresor.economie.gouv.fr**
Crédits photo : **© Tobias von der Haar**